Sudan Looks East : China, India and the Politics of Asian Alternatives.

Oxford, James Currey (« African Issues »), 2011, 215 p., bibl.

Raphaëlle Chevrillon-Guibert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17868>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.17868

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2014

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Raphaëlle Chevrillon-Guibert, « Sudan Looks East : China, India and the Politics of Asian Alternatives. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 215 | 2014, mis en ligne le 02 octobre 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.17868>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Sudan Looks East : China, India and the Politics of Asian Alternatives.

Oxford, James Currey (« African Issues »), 2011, 215 p., bibl.

Raphaëlle Chevrillon-Guibert

LARGE, Daniel & PATEY, Luke A. — *Sudan Looks East : China, India and the Politics of Asian Alternatives.* Oxford, James Currey (« African Issues »), 2011, 215 p., bibl.

- 1 Les relations entre l'Afrique et l'Asie sont anciennes³⁸, cependant elles ont gagné une telle ampleur particulièrement avec la Chine, depuis deux décennies, que désormais elles sont devenues incontournables pour qui s'intéresse à ces pays. Dès lors, l'ouvrage dirigé par Daniel Large et Luke A. Patey arrive à point nommé puisqu'il se propose d'en étudier les contours au Soudan pour qui la Chine est le premier partenaire commercial, tandis que lui-même arrive en troisième place des partenaires africains de cette dernière, après l'Angola et l'Afrique du Sud (p. 14).
- 2 Plus que de faire un simple état des lieux des relations économiques liant le Soudan à plusieurs pays asiatiques (Chine, Inde, Japon, Malaisie, Corée du Sud particulièrement), cet ouvrage s'attache à montrer que la réalité se révèle plus complexe que ce que les apparences de cette union économique forte laissent présager. Les différentes contributions révèlent ainsi des relations contingentes, largement dépendantes des évolutions internes au Soudan et ancrées bien au-delà du simple partenariat économique.
- 3 En introduction de l'ouvrage, les deux directeurs de cette publication, Daniel Large et Luke A. Patey, dressent un premier panorama des relations entre le Soudan et l'Asie, entendue principalement comme la Chine, la Malaisie et l'Inde. Si les auteurs rappellent l'historicité des relations entre le Soudan et l'Asie, ils situent à l'arrivée du régime islamiste soudanais le véritable début des relations. À ce moment, l'alternative

asiatique est une opportunité pour le nouveau régime de briser l'état de l'embargo organisé par les pays de l'Ouest qui lui reprochent son prosélytisme islamique vis-à-vis des nombreux groupes terroristes. L'alternative se traduit avant tout par des relations économiques fortes liées à l'exploitation du pétrole ; la Chine devient alors un partenaire privilégié dans cette nouvelle orientation vers l'Est. Côté chinois, le Soudan apparaît comme une aubaine puisqu'il offre un énorme marché à la compagnie pétrolière nationale chinoise d'ordinaire ternaillée par la concurrence des sociétés occidentales. Il permet également à la Chine d'initier sa politique africaine en faisant du Soudan « sa vitrine ». Néanmoins, la crise au Darfour et la perspective de la sécession du sud du pays bouleversent profondément les plans initiaux.

- 4 Le premier chapitre écrit par le professeur Peter Woodward qui détient une expertise ancienne et largement reconnue sur le Soudan, retrace les différentes politiques étrangères soudanaises depuis l'indépendance du pays. Il souligne combien celles-ci furent longtemps réactives car dictées par les problèmes internes du pays et notamment la guerre civile au Sud³⁹. Dès lors celle menée par les islamistes à leur arrivée au pouvoir en 1989 marque un vrai changement puisque les islamistes cherchent à étendre leur révolution au-delà de leur territoire. Néanmoins le résultat de leur activisme international se révèle catastrophique puisqu'en quelques années le Soudan se trouve isolé de ses anciens partenaires occidentaux sans pour autant avoir gagné de nouveaux alliés (dans le Golfe). Le Soudan regarde alors vers l'Est et entreprend également, au tournant du millénaire, une véritable offensive de charme vis-à-vis de l'Occident. Ce revirement qui permet la signature d'un accord de paix (CPA) avec les rebelles du Sud après plus de vingt ans de guerre, correspond en interne à des changements importants où l'ancien mentor du régime, Hassan Al-Turabi, est exclu.
- 5 Dans le chapitre suivant, Laura James analyse en détail le *boom* pétrolier soudanais et en souligne ses limites. Désormais le pétrole compose 90 % des exportations soudanaises qui sont dès lors passées de 800 millions de dollars à 12 milliards entre 1998 et 2008⁴⁰. Cette nouvelle économie pétrolière a permis la stabilisation du PIB auparavant très fluctuant et rendu positive la balance commerciale soudanaise. Néanmoins, les comptes courants du pays restent déficitaires du fait de l'importante sortie des capitaux gagnés par les entreprises étrangères, rendant Khartoum très dépendant des investissements directs étrangers qui proviennent essentiellement de ses partenaires asiatiques pétroliers et des pays du Golfe.
- 6 La fragilité du système tient à ce que le gouvernement du Soudan dépend massivement pour ses ressources⁴¹ de l'économie pétrolière dont les gains varient beaucoup en fonction des cours internationaux alors que l'agriculture représente 31 % du PIB soudanais (le pétrole seulement 7 %) et emploie près des deux tiers de la population. L'auteure souligne alors les risques que prendrait le gouvernement s'il venait à brader ses terres pour combler ses propres manques, d'autant que les limites intrinsèques du pétrole (taille des réserves, qualité du pétrole, difficultés d'acheminement) posent déjà problème.
- 7 Le chapitre suivant rédigé par Leben Nelsen Moro nous plonge au cœur des expériences vécues par les communautés sudistes vivant à proximité des zones d'exploitation pétrolière. L'auteur souligne le contraste entre l'appréciation au niveau gouvernemental de l'économie pétrolière et sa détestation au niveau des populations locales. Celles-ci déplorent les pratiques des entreprises pétrolières qui bien qu'engagées à développer les lieux où elles opèrent, déçoivent largement par leurs

pratiques (expropriations, pollution, pratiques autoritaires, manque de compensation et de concertation). De même, les communautés locales dénoncent le peu de moyens financiers qui sont engagés dans les projets de développement contrairement aux stipulations du CPA. Cet article s'appuie sur une connaissance approfondie des situations locales par l'auteur mais on regrettera la partialité de ce dernier qui parfois atténue la force de son propos.

- 8 Dans le quatrième chapitre, Luke Patey analyse l'implication indienne au Soudan. Côté soudanais, il souligne le succès du gouvernement qui malgré ses faibles marges de manœuvre, a réussi à imposer un troisième acteur à ses partenaires pétroliers chinois et malaisien. Côté indien, il détaille les dissensions qu'a suscitées la perspective d'un engagement au Soudan au sein du pouvoir. Ensuite, il montre combien ce pari, qui a semblé risqué, fut extrêmement profitable à l'entreprise pétrolière nationale indienne qui a investi massivement au moment même où les cours pétroliers flambaient. Pourtant Patey explique que l'engagement indien au Soudan continue d'inquiéter du fait de l'insécurité des zones d'exploitation, de l'instabilité politique, de la pression internationale, des faibles capacités de remboursement de l'État soudanais ou encore des désillusions face à des réserves peut-être surestimées.
- 9 Roland Marchal s'intéresse quant à lui aux relations soudano-malaises et montre qu'elles vont au-delà de l'économique. Il retrace comment dès les années 1970, des affinités ont vu le jour entre les membres des mouvements islamistes malais et soudanais. Il montre comment les islamistes soudanais fascinés par la réussite de l'« État développeur malais » tentèrent de s'en inspirer. L'auteur discute alors des expériences de gouvernement menées par ces deux mouvements islamistes qui tous deux cherchèrent à créer un État islamique ancré dans la modernité, loin du modèle de l'État arabe.
- 10 Si Marchal est très critique quant au résultat de ces expériences qui aboutirent au développement de forts appareils de sécurité alliés à des politiques sociales coercitives, une corruption et/ou une mauvaise gestion de la manne pétrolière, il distingue néanmoins les deux pays. Les deux États connaissent certes des problématiques communes mais leur importance varie selon les contextes. Par exemple, alors que les deux sociétés sont plurielles, la question de l'identité au Soudan n'a pas la même résonance qu'en Malaisie où les communautés chinoises et indiennes sont représentées parmi les élites bureaucratiques et économiques contrairement aux communautés non arabes soudanaises.
- 11 Surtout Marchal explique comment les politiques menées par les deux mouvements pour remodeler un monde des affaires à leur image ont abouti à des situations bien contrastées. En Malaisie, les dirigeants islamistes se sont attachés à créer une classe moyenne indigène qui leur soit dévouée mais la classe d'affaires non malaise a su/put s'adapter à la situation en se cachant derrière les nouveaux bourgeois malais. Elle a ainsi perdu « la précedence mais non la prééminence ». Au Soudan, il ne s'agissait pas pour les islamistes de créer une bourgeoisie indigène, car celle-ci existait déjà depuis que Nimeiri avait évincé les étrangers au début de son régime ; il s'agissait plutôt de détruire l'ancienne bourgeoisie liée aux partis traditionnels et de créer *ex nihilo* une nouvelle classe acquise au régime. Le résultat est sans appel pour Marchal : ce sont beaucoup de mauvais et/ou d'amateurs qui ont saisi l'opportunité qui s'ouvrait à eux, plus contents de profiter des détournements d'argent que par ferveur islamique. Pas à pas, R. Marchal analyse les ressemblances et dissemblances des deux régimes

islamiques. L'expérience soudanaise apparaît moins réussie que ce soit en termes de rayonnement international, de finance islamique ou encore de légitimité populaire.

- 12 Harry Verhoeven décortique l'économie politique de la « mission hydro-agricole » que le régime islamique soudanais s'est assignée et dont le grand barrage de Merowe est le symbole. Sa contribution éclaire particulièrement le fonctionnement du régime islamiste tant le travail de terrain de plusieurs années sur lequel elle s'appuie est analysé avec habileté. Verhoeven montre pourquoi la volonté du régime de développer son agriculture est plus qu'une alternative à la perte prévisible d'une large part de sa rente pétrolière dans la perspective de la séparation du Sud. En effet, elle témoigne d'une conception bien particulière du développement dans laquelle la clé du succès repose sur la modernité matérielle. Le développement passe ainsi par une libéralisation économique associée à une libéralisation politique sélective où la haute modernisation vient remplacer les traditions locales arriérées. L'État autoritaire trouve alors sa légitimité dans des investissements massifs dans des infrastructures (routes, ponts, barrages) et dans sa réussite économique. C'est donc à l'aune des résultats qu'il produit pour sa population que le régime doit donc être jugé.
- 13 Les islamistes cherchent ainsi à s'appuyer sur la nouvelle classe moyenne d'hommes d'affaires religieux et de fonctionnaires qui doivent leur succès aux politiques économiques de Khartoum. S'ils ont évincé Hassan Al-Turabi, ils restent convaincu de son enseignement : la consolidation politique du pouvoir passe immanquablement par le renforcement du pouvoir économique. Verhoeven conclut sa contribution en remarquant que le système pousse logiquement les populations qui ne bénéficient pas des retombées économiques du régime, dans la contestation parfois violente de ce dernier ; et ce, d'autant plus que ce sont elles qui pâtissent « prioritairement » des conséquences néfastes de la mise en œuvre autoritaire de la « mission »⁴².
- 14 Alexandra Cosmima Budabin explore dans sa contribution les conséquences pour la Chine de son implication au Soudan. Alors que la Chine prône la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses partenaires, l'auteure montre comment la crise au Darfour a obligé le gouvernement chinois à réagir et à se repositionner lorsqu'il s'est retrouvé sous le feu des critiques internationales au moment même où il voulait briller en accueillant les jeux olympiques. Elle détaille pour ce faire la manière dont la coalition d'activistes Save Darfur a tenté de peser sur les choix politiques chinois en promouvant l'idée de « génocide olympique ». Elle discute alors de l'éventuel impact de leur campagne au regard de l'évolution de la position chinoise au Soudan qui, d'extérieure, a commencé à s'ingérer sur la question du Darfour notamment, mais également de la possible sécession du Sud.
- 15 Enfin, dans le dernier chapitre de l'ouvrage, Daniel Large s'intéresse aux changements profonds dans les relations entre la Chine et le Sud Soudan induits par la perspective d'une sécession du Sud. Initialement favorable à l'unité du pays, la Chine s'est intéressée tardivement au Sud Soudan, essentiellement lorsqu'elle a pris conscience des enjeux économiques que la séparation supposait pour elle du fait de la géographie pétrolière (la majorité des puits se situent au sud du pays ou à la frontière). Côté sudistes, la Chine fut pendant longtemps décriée en raison de son soutien inconditionnel à Khartoum et de son implication dans le complexe militaire du Nord mais aussi localement, en raison des pratiques de ses entreprises pétrolières. Avec la perspective de la séparation et le besoin du Sud de trouver des partenaires économiques, les attitudes au sein du GoSS ont varié. Les uns ont choisi d'adopter une

attitude pragmatique qui fasse table rase du passé, les autres sont restés méfiants vis-à-vis d'un interlocuteur qui fut longtemps considéré comme un ennemi. Néanmoins, D. Large rappelle que la présence de multiples acteurs chinois attirés par les opportunités d'un pays où tout est à faire, complexifie la situation car les critiques varient selon les niveaux et les expériences.

- 16 La conclusion de l'ouvrage est très intéressante car plus que de résumer les diverses contributions, les auteurs les revisitent à la lumière d'une problématique : les relations sino-soudanaises apparaissent comme une alternative économique mais aussi politique à l'Occident, qu'en est-il réellement ? Ils répondent à cette question avec nuance en s'intéressant à quatre thèmes : la politique de patronage pétrolier qui, loin d'apporter la paix au pays, a néanmoins largement consolidé le NCP ; la coopération Sud-Sud qui pendant longtemps était forte de sa politique de non-ingérence et qui désormais accepte de peser sur les questions internes ; l'alternative économique qui tourne le dos à la conditionnalité des pays de l'OCDE en prônant une approche « gagnant-gagnant » selon une conception centralisée, autoritaire et *top-down* ; et enfin la politique étrangère soudanaise, rendue possible par le partenariat sino-soudanais.
- 17 Les deux directeurs concluent en rappelant que désormais les liens avec la Chine dépassent les simples relations bilatérales puisqu'ils se sont développés entre les partis, les provinces mais aussi les acteurs privés. Cette multiplicité complique profondément cette union ainsi que la naissance du Sud Soudan puisque désormais les relations s'établissent entre trois partenaires.
- 18 Au terme de l'ouvrage, le lecteur aura donc appréhendé la complexité des liens qui relient l'Asie (surtout la Chine, l'Inde et la Malaisie) et le Soudan grâce à la variété des facettes appréhendées par les contributions. Les auteurs de l'ouvrage déplorent à juste titre le manque d'analyse de la vie quotidienne des nombreuses communautés chinoises au Soudan ou réciproquement des communautés soudanaises à l'étranger. De plus, une analyse des activités commerciales d'entrepreneurs privés soudanais ou chinois qui se développent à l'ombre des liens bilatéraux étatiques manque également crucialement. De même, il est regrettable, comme le soulignent les directeurs de l'ouvrage dans leur conclusion, qu'ils n'aient pu recueillir plus de contributions de la part de chercheurs soudanais (un seul) ou asiatiques (aucun). Néanmoins, la variété des sources proposées par les différents contributeurs dans leurs analyses menées à une « échelle macro », se révèle particulièrement appréciable puisqu'ils s'appuient à la fois sur des données de première et seconde main récoltées à différents niveaux (local, national, international). Or mener des recherches de terrain extensives au Soudan comme l'ont fait certains des auteurs s'avère particulièrement difficile dans ce pays du fait de son instabilité politique chronique et de ses guerres civiles, mais aussi parce que les ressources économiques sont d'une façon générale largement considérées par le régime autoritaire comme un sujet sensible. De même, le souci permanent d'étudier ce « regard vers l'Est » selon différents angles de vue rend la lecture de cet ouvrage indispensable.

NOTES

38. R. MARCHAL, *Afrique-Asie. Une Autre mondialisation ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008.

39. Sur les guerres civiles sud-soudanaises, l'ouvrage de D. JOHNSON, *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, Bloomington, Indiana University Press, 2003, est une référence.

40. L'exploitation du pétrole soudanais a commencé en 1999.

41. À 60 % pour le gouvernement d'unité nationale et à 90 % pour le gouvernement du Sud Soudan (GoSS).

42. Verhoeven détaille la façon dont fonctionne de façon opaque et autoritaire l'entité publique en charge de mettre en œuvre les projets hydro-agricoles (Dam Implementation Unit). Son travail est à mettre en regard avec celui de Anne-Sophie BECKEDORF sur la Water Corporation à Khartoum : *Political Waters. Khartoum Governmental Water Management in the Context of Neoliberal Reforms*, Thèse de doctorat, Bayreuth, Université de Bayreuth, 2012.